

## CONSTRUCTION D'UN NOUVEL ENSEMBLE ALIMENTATION- LOISIRS

RSMA GUYANE - QUARTIER NEMO- SAINT-JEAN -



COMMUNE DE SAINT-LAURENT-DU-MARONI

**Règlement de Consultation**  
**Date limite de remise des offres :**  
**Lundi 27 janvier 2026 à 12h00 (heure locale)**



## Table des matières

1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
1.2 - MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE .....	3
1.3 - ALLOTISSEMENT .....	3
2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
2.1 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
2.2 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT .....	4
2.3 - VARIANTE ET OPTIONS.....	4
3 - LES INTERVENANTS .....	4
3.0 – MAITRISE D’OUVRAGE.....	4
3.2 - BUREAU D’ETUDES STRUCTURE BETON, VRD, ELECTRICITE, FLUIDES .....	5
3.3 - BUREAU D’ETUDE STRUCTURE BOIS.....	5
3.4 - BUREAU D’ETUDES CUISINES .....	5
3.5 - BET HQE / QEA.....	5
3.6 - BET PAYSAGES.....	5
3.7 - CONTROLEUR SPS .....	6
3.8 - BUREAU DE CONTROLE.....	6
3.9 - ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION .....	6
4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT .....	6
4.1 - DUREE DU CONTRAT OU DELAI D’EXECUTION .....	6
4.2 - ACTUALISATION ET REVISION DES PRIX.....	6
5 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
6 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	7
6.1 - RETRAIT DU DOSSIER.....	7
6.2 – DOCUMENTS A PRODUIRE.....	7
6.2.1 - SOUS-DOSSIER « CANDIDATURE ».....	7
6.2.2 - SOUS-DOSSIER « OFFRE » .....	9
8 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	10
8.1 - SELECTION DES CANDIDATURES.....	10
8.2 – ATTRIBUTION DES MARCHES.....	10

# 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

## 1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de construction du Nouvel Ensemble Alimentation-Loisirs du RSMA de Guyane.

L'adresse de l'opération est : Quartier NEMO BP 246 - 97393 Saint Laurent du Maroni.

Cette nouvelle consultation fait suite à la liquidation de l'entreprise CEMKO, pour les 2 lots suivants :

- Lot 3 OSSATURE - CHARPENTE BOIS
- Lot 8 MENUISERIE BOIS - MOBILIER

## 1.2 - MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

## 1.3 – NOUVEL ALLOTISSEMENT POUR LA PRESENTE CONSULTATION

Les prestations sont réparties en 8 Lots séparés :

- Lot 01 : Terrassements / VRD / Phyto restauration - Attribué
- Lot 02 : Gros Œuvre / BTCS (Briques de terre compactée stabilisée) - Attribué
- **Lot 03 : 03 A : Ossature Charpente Bois - 03 B : Menuiserie bois - Mobilier**
- Lot 05 : Étanchéité / Toiture végétalisée - Attribué
- Lot 09 : Menuiseries Aluminium / Menuiseries Métal - Attribué
- Lot 10 : Plomberie - Attribué
- Lot 11 : Électricité - Attribué
- Lot 12 : Climatisation - Attribué

Le lot 03 fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre une offre au lot 03.

## 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

### 2.3 - VARIANTE ET OPTIONS

Les variantes sont autorisées.

L'entreprise devra toutefois **obligatoirement présenter une proposition entièrement conforme** au Dossier de Consultation suivant le DPGF fourni. Toute offre non conforme sera rejetée.

Les cadres DPGF fournis doivent obligatoirement être intégralement renseignés.

En cas d'ajout de prestation ou de variante, ces ouvrages doivent impérativement être renseignés **à la suite des cadres DPGF et non dans le corps du tableau.**

## 3 - LES INTERVENANTS

### 3.0 – MAITRISE D'OUVRAGE

Nom de l'organisme : MINISTERE DE L'OUTRE-MER / RSMA de la Guyane  
Correspondants : Fabrice MALAISE / Lt Christian MONTCHAUSSE / Jean-Philippe PLANCHENAULT - CVL  
Courriel : [jean-philippe.planchenault@guyane-sma.fr](mailto:jean-philippe.planchenault@guyane-sma.fr) / [fabrice.malaise@guyane-sma.fr](mailto:fabrice.malaise@guyane-sma.fr) / [christian.monchausse@guyane-sma.fr](mailto:christian.monchausse@guyane-sma.fr)  
Adresse : Quartier NEMO - BP 246  
Code postal : 97 393  
Téléphone: 05 94 34 45 07

Ville : Saint-Laurent-du-Maroni



### 3.1 - ARCHITECTE

JUNGLE ARCHITECTURE GROUP – Architecte Mandataire  
2291 Route des Plages  
97354 REMIRE MONTJOLY  
M. Brasselet  
[jag@jagarchi.fr](mailto:jag@jagarchi.fr)

### 3.2 - BUREAU D'ETUDES STRUCTURE BETON, VRD, ELECTRICITE, FLUIDES

BETEM GUYANE  
Bâtiment A – Porte 2 – Résidence Patagã  
Route d'Attila Cabassou  
97354 REMIRE MONTJOLY  
M. Dufour  
[t.dufour@betem.fr](mailto:t.dufour@betem.fr)

### 3.3 - BUREAU D'ETUDE STRUCTURE BOIS

CBS – CBT  
Arnaud Maignant  
2291 Route des Plages  
97354 REMIRE MONTJOLY  
M. Maignant  
[maignant@cbs-cbt.com](mailto:maignant@cbs-cbt.com)

### 3.4 - BUREAU D'ETUDES CUISINES

AC2R  
3 bis rue du petit Robinson  
78350 JOUY EN JOSAS  
M. Bluon Vannier  
[contact@ac2r.eu](mailto:contact@ac2r.eu)

### 3.5 - BET HQE / QEA

SOLENER  
48 Rue Gustave Nadaud  
59000 LILLE  
M. Abdesselam  
[mohamed.abdesselam@solener.fr](mailto:mohamed.abdesselam@solener.fr)

### 3.6 - BET PAYSAGES

JNC SUD  
5 rue Gustave Nadaud 69007 LYON  
Mme Pertus  
[ap.pertus@jncsud.fr](mailto:ap.pertus@jncsud.fr)

### 3.7 - CONTROLEUR SPS

SOCOTEC

128 Chemin Saint-Antoine 97321 CAYENNE

M. Thenard

[rony.thenard@socotec.com](mailto:rony.thenard@socotec.com)

M. Leo

[yonick.leo@socotec.com](mailto:yonick.leo@socotec.com)

### 3.8 - BUREAU DE CONTROLE

APAVE

8 Rue Jean-Jacques Vernazza 60193 MARSEILLE

M. Froidevaux

[gilles.froidevaux@apave.com](mailto:gilles.froidevaux@apave.com)

Les missions du bureau de contrôle sont les suivantes : L – SEI – HAND

### 3.9 - ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION

BETEM GUYANE

Bâtiment A – Porte 2 – Résidence Patagã

Route d'Attila Cabassou

97354 REMIRE MONTJOLY

M. Dufour

[t.dufour@betem.fr](mailto:t.dufour@betem.fr)

## 4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

### 4.1 - DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au CCAP est fourni en annexe de ce document.

### 4.2 - ACTUALISATION ET REVISION DES PRIX

Les Marchés seront Révisables.

Les modalités de révision des prix sont décrites sur le CCAP.

## 5 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

- Règlement de consultation
- Acte d'engagement

- Plans Architecte
- Plans Techniques
- CCTP
- DPGF
- CCAP
- Le Plan Général de Coordination

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 6.1 - RETRAIT DU DOSSIER

Le Dossier de Consultation est téléchargeable sur la plateforme : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### 6.2 – DOCUMENTS A PRODUIRE

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et les prix présentés en euros.

Les offres seront adressées par voie électronique sur la plateforme : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

La réponse au présent appel d'offre comprendra deux sous-dossiers :

- Un sous-dossier « Candidature » ;
- Un sous-dossier « Offre ».

#### 6.2.1 - SOUS-DOSSIER « CANDIDATURE »

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes paraphé/s, daté/s et signé/s réunies au sein d'un sous dossier "candidature":

1. **Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 43 du Code des marchés publics c'est-à-dire :**

- Qu'il n'a pas fait l'objet depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1

à 314-3, 324 1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au 2ème al. De l'article 421-5, à l'article 433-1, au 2ème al. de l'article 433-2, au 8ème al. de l'article 434-9, au 2ème al. de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435- 10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-9, L. 2339-11-1 à L. 2339- 11-3 du code de la défense ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne;

- Qu'il n'a pas fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation inscrite au bulletin n02 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L 8221-1, L 8221-3 et -5, L 8251-1 et -2, L 8231-1 et L 8241-1 et 2 du Code du travail;
- Qu'il ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet en application des articles L.8272-4, R.8272-10 et R.8272- 11 du code du travail ;
- Qu'il n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du commerce ou de faillite personnelle au sens de l'article 653-2 ou qu'il ne fait pas l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- Qu'il n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631 -1 du code de commerce ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- Qu'il a souscrit à l'ensemble de ses obligations concernant sa situation fiscale et sociale au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation ou constitué des garanties suffisantes ;
- Qu'il a satisfait aux obligations prévues par les articles L. 5212-5 et L. 5214-1, L. 5212-9 à 11 et R. 5213-39 du Code du travail s'il est assujetti à l'obligation définie l'article L 5212-1 à 4 du même Code.

**2. Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.**

**3. Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières :**

Ce dossier comprendra :

La présentation du candidat :

Renseignements généraux sur l'entreprise ou le groupement d'entreprises.

Les références :



Les réalisations les plus significatives, notamment en matière d'ouvrage se rapprochant de l'objet de la présente consultation et pour des missions analogues. La liste sera détaillée (nature de l'opération, missions réalisées, importance de l'opération, coût des études et des travaux réalisés) et concernera les ouvrages dont la réalisation ne remonte pas à plus de cinq ans.

#### Les Moyens :

L'organigramme de la société, les qualifications ou références détenues dans les domaines concernés ;  
Les moyens humains (nom, qualification et référence), techniques, logistiques, informatiques de l'entreprise ainsi que ceux mis à disposition de l'opération.

#### Le chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du présent marché réalisés au cours des 3 (trois) dernières années.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

4. **Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.**
5. **Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.**
6. **L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et, conformément aux dispositions de l'article L 241-2 du Code des assurances, pour les travaux de construction, l'attestation d'assurance responsabilité civile décennale en cours de validité, (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours), indiquant l'étendue des garanties apportées par sinistre sans pouvoir être inférieure à 1.250.000 €.**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

#### 6.2.2 - SOUS-DOSSIER « OFFRE »

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier "Offre" :

Un projet de marché comprenant :

- Le/les devis de l'entreprise ou du groupement. paraphé/s, daté/s et signé/s
- Planning paraphé/s, daté/s et signé/s
- Le/Les CCTP, paraphé/s, daté/s et signé/s
- Un mémoire technique paraphé/s, daté/s et signé/s:
  - Décrivant la méthodologie, le matériel et les équipements que le candidat se propose de mettre en œuvre pour la bonne réalisation du marché ;
  - Décrivant les mesures prise en matière de d'hygiène et de sécurité
  - Les mesures prises visant à limiter les nuisances afférentes au projet
  - Les moyens humains retenus ;
  - Précisant le délai de réalisation planning détaillé.

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du maître d'ouvrage.

## 8 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 8.1 - SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2 – ATTRIBUTION DES MARCHES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 60% : Prix

- Qualité technique et délai (40%) jugée en rapport avec le mémoire technique, les délais, les références et l'adéquation aux caractéristiques définies dans le CCTP

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

Notation retenue :

- Note analyse financière (/20) pondéré à 60 %.
  - $N = 20 \times (Po/Px)$   
 N : Note  
 Px : Montant de l'offre examinée  
 Po : Montant de l'offre la plus basse (après vérification que celle-ci ne constitue pas une offre anormalement basse)
- Note méthodologique (/20) pondéré à 40% :
  - **La composition détaillée de l'équipe : /4**
    - *Les moyens humains mis à dispositions pour l'exécution du chantier et leur cohérence avec la durée du chantier et avec la nature des travaux à réaliser : /2*
    - *Habilitations du gérant et des équipes : /2*
  - **Les moyens matériels mis en œuvre : /3**
    - *Les moyens matériels mis à dispositions pour l'exécution du chantier et leur cohérence avec la durée du chantier et avec la nature des travaux à réaliser : /2*
    - *Moyens mis en œuvre pour la sécurité : /2*
  - **Le délai de réalisation : /4**
    - *Planning d'exécution des ouvrages, indiquant de façon détaillée la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier (planning prévisionnel que l'entreprise entend exécuter pour le chantier). Pour chaque tâche, le candidat devra spécifier les cadences de réalisation et les moyens humains et matériels affectés : /4*
  - **Mode opératoire & coordination : 3**
    - *Organisation entre les différents membres de l'équipe pour les différentes missions entre les corps titulaires des différents corps d'état : /1*
    - *Description détaillé et coordination des différentes phases d'exécution le cas échéant, les modalités d'une gestion efficace de l'éloignement géographique de l'équipe : /2*
  - **Mesures environnementales : /2**
    - *Mesures à haute qualité environnementale : /2*
  - **Mesures d'hygiène et sécurité : /4**
    - *Mesures et moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité sur chantier : /2*
    - *Mesure et moyens mis en œuvre pour assurer l'hygiène sur chantier : /2*

Chaque sous critère des éléments de la trame ci-dessus sera noté par application d'un pourcentage, de la manière suivante :

- 0% de la note affectée au critère : Absence d'information, inadaptée, non compréhensible ;

- 25% de la note affectée au critère : Information insuffisamment développée, peu explicite présentant des réserves majeures ;
- 50% de la note affectée au critère : Information relativement développée mais présentant des réserves ;
- 75% de la note affectée au critère : Information satisfaisante au regard des éléments présents ;
- 100% de la note affectée au critère : Information très satisfaisante et au-delà des attentes.

Les notes pondérées de chaque offre seront ensuite additionnées pour obtenir une note globale par offre. Les notes seront classées par ordre décroissant de notes globales.

### **Rectification des offres :**

Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, ou d'un prix forfaitaire dans l'offre du concurrent, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.